



**PRÉFET
DES ARDENNES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement Grand Est**

Unité départementale des Ardennes
1 Place de la Préfecture - BP 60002
08005 Charleville-Mézières

Charleville-Mézières, le 05/05/2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2025

Partie nominative

ITW SPRAYTEC

Zone Industrielle
VIREUX MOLHAIN
08320 Vireux-Molhain

Affaire suivie par : Laura POPIEUL

Téléphone : 03 10 42 28 47

Courriel : laura.popieul@developpement-durable.gouv.fr

Références : E2 - LaP/DeF - n° 25/188

Code AIOT : 0005701202

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 26/03/2025 de l'établissement ITW SPRAYTEC implanté RUE PASTEUR ZI SUD 08320 Vireux-Molhain. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Participante à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :



Laura POPIEUL, Unité départementale des Ardennes, Equipe 2, inspectrice de l'environnement.

Participants à l'inspection, hors inspection des installations classées :

Sébastien VAN DE VELDE, directeur du site ;

Claire LOR, responsable QHSE du site.

Le courriel d'échange avec l'administration est vandvelde@itwpc.com.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
Validé le 24/04/2025 à 14:52 	Validé le 28/04/2025 à 10:03 Validé	Validé le 05/05/2025 à 09:51 
L'inspecteur de l'environnement Laura POPIEUL	Le Chef du Pôle Risques Accidentels Jacques MOLE	Le chef de service adjoint Philippe LIAUTARD

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 26/03/2025 de l'établissement ITW SPRAYTEC implanté RUE PASTEUR ZI SUD 08320 Vireux-Molhain, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est attendu de l'exploitant de réaliser des **actions correctives** dans le but d'un retour à la conformité pour le point de contrôle ci-dessous :

- **Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance**
 - référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014
 - article : 7

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être transmises sous le même délai.

Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Au regard des constats, il est nécessaire de fournir les **justificatifs** prouvant le respect de la conformité pour le point de contrôle ci-dessous :

- **Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique**
 - référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010
 - article : 52

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.



**PRÉFET
DES ARDENNES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement Grand Est**

Unité départementale des Ardennes

1 Place de la Préfecture - BP 60002

08005 Charleville-Mézières

Charleville-Mézières, le 05/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ITW SPRAYTEC

Zone Industrielle

VIREUX MOLHAIN

08320 Vireux-Molhain

Références : E2 - LaP/DeF - n° 25/188

Code AIOT : 0005701202

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2025 de l'établissement ITW SPRAYTEC implanté RUE PASTEUR ZI SUD 08320 Vireux-Molhain. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre des actions nationales "gestion des premières heures d'un accident - perte d'utilité" et "premiers prélèvements environnementaux" qui ciblent en particulier les établissements Seveso.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ITW SPRAYTEC
- RUE PASTEUR ZI SUD 08320 Vireux-Molhain
- Code AIOT : 0005701202
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'entreprise conditionne des aérosols de produits de maintenance industrielle (graisses, mousses...) avec des gaz inflammables (environ 2,5 millions unités produites par an). Le site emploie 23 salariés.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités ;
- AN25 Prélèvements envtx.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
3	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
4	Arrêts et mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
7	Mise à jour du POI et réalisation d'exercices	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
8	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
9	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
10	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
11	Liste des produits de décomposition (EDD)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet
12	PPAM	Code de l'environnement, article R. 515-87	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant va mettre en place un groupe électrogène afin de compléter ses dispositifs de secours actuels. Il doit fournir les justificatifs associés sous un mois.

L'onduleur, l'un des dispositifs de secours utilisés actuellement, est testé mais il est attendu des comptes-rendus d'intervention plus complets. Une demande de justificatif a été faite sur ce point (délai : un mois).

Il n'a pas été constaté de non-conformités sur les autres sujets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1 ^{er} septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1 ^{er} janvier 2026
Constats : Le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1 ^{er} septembre 2022 (le 1 ^{er} juin 2012). En cas de perte d'électricité, le transfert de produits et la production seraient automatiquement mis à l'arrêt sans problème particulier de sécurité (si le compresseur s'arrête, les vannes d'isolement des cuves de stockage de produits se ferment et toutes les pompes de gaz et de solvants s'arrêtent). Les installations liées à la sécurité et nécessitant d'être secourues (alarmes, détection de gaz et de flammes), hors sprinklage et installations de déluge, sont reliées à la centrale de détection. En cas de perte d'électricité, la centrale de détection dispose d'un onduleur capable d'alimenter ces installations. Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a prévu de mettre en place un groupe électrogène afin de prendre le relais de l'onduleur. Un onduleur est également présent pour secourir les installations informatiques. Les détecteurs de fumées sont secourus par des batteries. Pour le sprinklage (protection incendie du bâtiment), le site dispose de 2 moteurs électriques et d'un moteur diesel. En cas de perte d'électricité, le moteur diesel pourrait donc être utilisé. Pour l'installation de déluge (pour arrosage des réservoirs de butane/propane et de DME, ainsi que les containers de propane et les postes de dépotage (gaz et solvants)), cette dernière est asservie aux détecteurs de flammes et alimentée par le réseau d'eau de ville. En cas de perte d'électricité, elle serait secourue par l'onduleur puis par le groupe électrogène non encore installé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test
Prescription contrôlée : Maîtrise des procédés. Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

<p>Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.</p> <p>Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour vérifier le respect de cette prescription, un phénomène dangereux conduisant à des effets irréversibles qui sortent des limites de propriété a été choisi : la rupture guillotine de la canalisation du stockage de DME.</p> <p>Les MMR impactées en cas de coupure d'électricité sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MMR 6.3 : détecter et juguler la fuite sur l'aire de stockage par la détection de gaz. Les dispositifs de détection associés sont les suivants : 4 détecteurs de gaz qui déclenchent une alarme sonore et lumineuse et qui provoquent l'arrêt des pompes et l'isolement des cuves ; - MMR 4 : détecter un début d'incendie au niveau du stockage-dépotage et éteindre un départ de feu par arrosage. Les dispositifs de détection associés sont les suivants : 2 détecteurs de flamme avec asservissement à l'arrosage de la zone de dépotage ; - MMR 7.1 : détecter et lutter contre un incendie par le personnel. Les dispositifs de détection associés sont les suivants : des détecteurs de fumées qui déclenchent une alarme sonore et lumineuse pour intervention par le personnel ; - MMR 9 : refroidir les réservoirs. Les dispositifs de détection associés sont les suivants : détecteurs de flammes et démarrage de l'installation de déluge qui provoquent l'arrosage des réservoirs. <p>Les équipements de secours électriques prévus pour ces MMR sont un onduleur, un groupe électrogène (pas encore installé) et des batteries.</p> <p>Il a été vérifié la maintenance et le test de l'onduleur lors de la visite.</p> <p>La consigne interne prévoit une maintenance tous les semestres. L'exploitant a transmis les derniers rapports d'intervention réalisés par la société Safety Services (1^{er} et 2^{ème} semestres 2024). Cette dernière a testé l'onduleur (au moins 20 minutes au 1^{er} semestre et 23 minutes au 2^{ème}). Cependant, les rapports d'intervention manquent de clarté (absence de date exacte du contrôle, absence de conclusion à l'issue du test et, dans le rapport du 1^{er} semestre, la durée exacte du test n'est pas précisée - il est écrit "T+20min = 50% de batterie"). Le prochain test de l'onduleur aura lieu mi-mai : l'exploitant a prévu de demander à son prestataire d'améliorer les rapports d'intervention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit fournir le prochain rapport de test de l'onduleur, prévu courant mai 2025. Ce dernier devra a minima présenter une conclusion.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1 ^{er} septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1 ^{er} janvier 2026
Constats : Le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1 ^{er} septembre 2022 (le 1 ^{er} juin 2012). L'exploitant a transmis, par courriel du 08/04, la procédure en cas de coupure d'alimentation électrique qui précise comment sont secourues les différentes installations en cas de perte électrique (via onduleur, groupe électrogène, batteries et pompe diesel autonome pour le sprinkler).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Arrêts et mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : [...] Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1 ^{er} septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1 ^{er} janvier 2026
Constats : Le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1 ^{er} septembre 2022 (le 1 ^{er} juin 2012). On se concentre ici sur les MMR associées au phénomène dangereux sélectionné au point 2. Les MMR vues au point 2 sont maintenues en service en cas de perte électrique. La procédure à suivre est la "procédure en cas de coupure d'alimentation électrique" mise à jour le 27/03/2025. Dans cette procédure, il est précisé que : <ul style="list-style-type: none">- l'onduleur se déclenche de manière automatique pour maintenir la centrale de détection opérationnelle ;- le groupe électrogène (pas encore installé) prend le relais de l'onduleur à la fin de son autonomie, de manière automatique ;- les détecteurs de fumées sont secourus par des batteries. En cas de nécessité de mise en place du POI, le site dispose de 2 salles dont l'accès informatique peut être alimenté par un onduleur et l'ensemble des informations sont disponibles sur un cloud.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée : Équipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.</p>
<p>Constats : Aucune installation n'était à l'arrêt lors de la visite d'inspection. En cas de perte d'électricité, les installations à risque sont arrêtées "sur niveau" (installations arrêtées remplies de produits dangereux) comme la cuve de DME, par exemple. Elles sont surveillées par des détecteurs de gaz et de flammes. Le maintien des MMR associées et l'autonomie des dispositifs de secours sont vérifiés dans le constat suivant. Par courriel du 07/04, l'exploitant a envoyé le tableau de suivi des MMR mis à jour qui détaille, pour chaque MMR, si un secours est nécessaire en cas de perte d'utilité, et si c'est le cas, par quel dispositif. En cas de reprise de l'activité après une perte d'électricité, la procédure de redémarrage de l'usine est mise en place.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
Prescription contrôlée : [...] Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026. [...]
Constats : Le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1 ^{er} septembre 2022 (le 1 ^{er} juin 2012). La durée d'utilisation de l'onduleur est de 23 minutes (elle correspond à sa capacité). Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il allait mettre en place un groupe électrogène d'une autonomie de 10h (15 L de combustible) afin de prendre le relais de l'onduleur de manière automatique. Au-delà de ce délai, un apport de combustible peut être effectué à partir du stock présent sur le site. Il a envoyé le bon de commande associé à l'achat du groupe électrogène et, par courriel du 24/04, il a précisé que le groupe électrogène avait bien été reçu et qu'il allait être installé courant du mois de mai. Les 2 batteries (permettant d'assurer la détection de fumées en cas de perte d'électricité) ont une autonomie de 12h au total. La pompe diesel, permettant d'alimenter le sprinklage en cas de perte d'électricité, est capable de fonctionner pendant 2 heures (durée de fonctionnement du système de sprinklage) et un réservoir de carburant supplémentaire est à disposition, permettant de fonctionner près de 2h.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre les justificatifs de mise en place du groupe électrogène et du carburant nécessaire à son fonctionnement. Il doit également justifier que le groupe électrogène est opérationnel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Mise à jour du POI et réalisation d'exercices

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.
Constats : L'exploitant dispose d'un POI. La dernière version du POI date du 18/12/2020. Le POI a été testé dernièrement le 24/10/2024 (déclenchement d'un détecteur de fumée dans la chaufferie du 1 ^{er} étage). Un compte-rendu a été rédigé à l'issue de cet exercice.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI (Plan d'Opérations Internes)
Prescription contrôlée : « Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] »
Constats : Conformément au point i de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 (relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement) et à l'article 69 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 (relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation), ces dispositions sont applicables pour les POI mis à jour après le 1 ^{er} janvier 2023 et au plus tard le 1 ^{er} janvier 2026. Elles ne sont donc pour le moment pas applicables au site (voir constat précédent). Par courriel du 07/04, l'exploitant a tout de même envoyé la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis, sur la base des produits utilisés. Il ressort que les produits de décomposition majoritairement émis seraient les oxydes de carbone.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI (Plan d'Opérations Internes)
Prescription contrôlée : Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : <ul style="list-style-type: none">- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; [...] <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p>
Constats : Conformément au point i de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 (relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement) et à l'article 69 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 (relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation), ces dispositions sont applicables pour les POI mis à jour après le 1 ^{er} janvier 2023 et au plus tard le 1 ^{er} janvier 2026. Elles ne sont donc pour le moment pas applicables au site. L'exploitant n'a pas encore intégré les dispositions précitées à son POI.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI (Plan d'Opérations Internes)
Prescription contrôlée : Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : <ul style="list-style-type: none">- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs</p>

établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

Constats :

Conformément au point i de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 (relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement) et à l'article 69 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 (relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation), ces dispositions sont applicables pour les POI mis à jour après le 1^{er} janvier 2023 et au plus tard le 1^{er} janvier 2026. Elles ne sont donc pour le moment pas applicables au site.

L'exploitant n'a pas encore intégré les dispositions précitées à son POI.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Liste des produits de décomposition (EDD)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9

Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition

Prescription contrôlée :

La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.

Constats :

D'après le c du 2 du I de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, cette prescription est applicable pour les seuils bas seulement si l'EDD ou sa mise à jour est postérieure au 1^{er} janvier 2023. La dernière mise à jour de l'EDD du site datant de juillet 2020, cette prescription n'est pour le moment pas applicable au site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : PPAM

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 515-87

Thème(s) : Risques accidentels, PPAM

Prescription contrôlée :

I.- La politique de prévention des accidents majeurs définie à l'article L. 515-33 est réexaminée au moins tous les cinq ans et mise à jour, si nécessaire.

Elle est par ailleurs réalisée ou réexaminée et mise à jour :

1° Dans un délai raisonnable :

a) Avant la mise en service d'un nouvel établissement relevant du régime défini à la présente section ;

b) Avant la mise en œuvre de modifications des installations ou des activités d'un établissement entraînant un changement de l'inventaire des substances dangereuses ayant pour conséquence de le faire entrer dans le régime défini à la présente section ou, si l'établissement en relève déjà, de le

<p>faire entrer dans le régime défini à la sous-section 2 ou de l'en faire sortir ;</p> <p>c) Avant la réalisation de modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés à des accidents majeurs ;</p> <p>2° Dans le délai d'un an à compter du jour où, pour d'autres raisons que celles mentionnées au 1°, un établissement entre dans le régime défini à la présente section ;</p> <p>3° Dans les meilleurs délais possibles, à la suite d'un accident majeur dans l'établissement.</p> <p>II.- Le document définissant la politique de prévention des accidents majeurs ainsi que les réexamens périodiques dont il fait l'objet sont soumis à l'avis du comité social et économique prévu à l'article L. 2311-2 du code du travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>La politique de prévention des accidents majeurs a été mise à jour le 07/04/2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>